



La réponse doit être un changement systémique, pas une régression.

Réponse du groupe de travail sur les Femmes et les DESC à la crise COVID-19 Avril 2020

Cette séance d'information contient un résumé de l'analyse et des principales demandes définies par les discussions et les contributions écrites des membres du Groupe de travail Femmes et DESC.

Le COVID-19 a révélé une crise de santé publique de longue date, qui est l'un des aspects d'une crise plus large du modèle socio-économique dominant. Ce modèle a entraîné des oppressions systémiques, une marchandisation du travail dans le domaine de la santé et des soins, un affaiblissement de la protection sociale et une austérité fiscale entraînée par des logiques néolibérales, sapant la réalisation des droits économiques et sociaux. De nombreuses réponses des gouvernements accordent non seulement la priorité aux intérêts privés plutôt qu'aux droits humains, mais aggravent également les inégalités historiques et renforcent les formes connexes d'oppression. Comme l'a souligné la Fundación Promoción Humana, «Les femmes ne devraient pas finir par assumer les conséquences de la crise; cette dernière doit devenir une opportunité de changement transformateur au lieu d'un scénario de régression dans la réalisation des droits des femmes. »

La pandémie ne fait pas de discrimination, mais les systèmes d'oppression qui se recourent le font. Comme l'a souligné [APWLD](#), «Les femmes de toutes les diversités sont les plus touchées par cette crise car elles sont confrontées à des discriminations, des exclusions et des violences multiples et croisées. L'effet de cette crise de santé publique menant à - et qui a été provoqué par - la crise économique, sociale et politique interconnectée devient tout à fait évident, et les communautés les plus marginalisées sont les plus durement touchées. » De même, l'[AWID](#) a observé comment «le racisme, la xénophobie, le capacitisme et la discrimination liés aux coronavirus ont mis en lumière la façon dont les pandémies de santé sont [...] en fin de compte une lutte contre une culture et des systèmes discriminatoires». Les femmes courent également un risque plus élevé d'infection par le COVID-19 en raison de leur représentation disproportionnée parmi les travailleurs de la santé et / ou dans l'exécution de travaux de soins non rémunérés.

Les lacunes dans les systèmes de protection sociale se sont traduites par une charge exacerbée en matière de soins imposée aux femmes, ce qui a aggravé la répartition sociale déjà injuste



du travail de soins non rémunéré, renforçant les normes patriarcales et augmentant la violence domestique. Lorsque les États appliquent des coupes dans les services publics pour réorienter les ressources pour faire face à la pandémie, le travail non rémunéré des femmes augmente. Le capitalisme néolibéral n'a pas réussi à répondre aux besoins fondamentaux des peuples, notamment l'accès à des soins de santé publics de qualité et à une protection sociale universelle; comme le suggère l'[IWRAW-AP](#), «les services de santé, déjà compromis dans de nombreux pays par les recommandations d'austérité des institutions financières internationales, sont soumis à une pression remarquable.» Les fermetures d'écoles et les mesures d'isolement social révèlent «l'absence de soutien adéquat pour les services de soins» et renforcent «les normes patriarcales et sexospécifiques du travail de soins non rémunéré», car de nombreux biens et services publics ont été «une cible de« profit » puis ont ensuite été privatisés» par le biais de programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, comme l'a souligné APWLD. À son tour, IWRAW-AP fait remarquer que: «Il y a une reconnaissance du type de travail qui compte vraiment, le travail qui a toujours été donné pour acquis.» De nombreux membres ont également souligné la multiplication des incidents de violence domestique et les difficultés rencontrées au moment de rechercher des recours dans ce contexte de mesures d'isolement social, ainsi que la violence et le harcèlement à l'égard des femmes travaillant dans le secteur de la santé.

Les réponses du gouvernement ont mis l'accent sur la «sauvegarde de l'économie» et l'aide aux entreprises, aux dépens des travailleurs et les communautés, comme l'a souligné United Sisterhood. De même, l'UTRASD soutient: «Une fois que de telles crises se produisent, il devient très vite évident qui est exclu des programmes d'aide et de soutien du gouvernement, car des mesures sont prises pour les entreprises et d'autres secteurs privilégiés tandis que d'autres, comme les femmes pauvres, sont marginalisées». En Colombie, comme l'a souligné le Comité Ambiental, le gouvernement sape le consentement libre, préalable et éclairé et délivre des licences environnementales pour les projets d'extraction. De même, les dettes souveraines déjà insoutenables des pays pauvres augmentent considérablement, ce qui renforcera encore les mesures d'austérité et aura des effets négatifs sur la capacité des États à étendre la protection sociale et à respecter les droits économiques, sociaux et culturels des femmes.

Représentées de manière disproportionnée dans le secteur informel et les professions à haut niveau de précarité, souvent exclues des régimes de protection sociale, les travailleuses ont perdu leur emploi et leurs moyens de subsistance. De nombreuses femmes de l'économie informelle sont actuellement sans revenu. Leur position déjà difficile dans le monde du travail s'est aggravée en raison de l'urgence de santé publique et de la manière dont les gouvernements y font face. Les travailleuses domestiques en Colombie, principalement des femmes noires, des femmes déplacées, des chefs de famille et des femmes âgées, ont vu leurs conditions de travail déjà



précaires se détériorer ou «ont perdu leur emploi ou ne reçoivent aucun revenu alors qu'elles continuent à travailler, ce qui les a laissés sans accès aux services publics, au logement, à la nourriture pour elles et leurs familles, et sans accès aux soins de santé », comme le souligne l'[UTRASD](#). KHRC a souligné comment environ 30.000 travailleurs temporaires au Kenya, principalement des femmes, ont perdu leur emploi, les travailleurs informels (80% des travailleurs) ont été privés de tout revenu et la fermeture des exportations de fleurs a touché plus de 2 millions de femmes. À cet égard, la Fondation AWAJ soutient que «les multinationales et les fournisseurs doivent subir des pressions parce que les travailleuses ne reçoivent ni salaire ni protection. Les travailleuses ne savent pas combien de mois il faudra avant que les marchés pour lesquels elles produisent se stabilisent. » De même, le DWRC a décrit comment en Palestine, de nombreuses travailleuses du secteur éducatif public ou privé ont dû quitter leur emploi en raison de fermetures d'écoles et de réductions de salaire, ou continuer à travailler en ligne avec leurs élèves malgré l'absence de tout salaire, ce qui est aggravé par l'absence d'assurances sociales. En Jordanie, comme l'a noté [Tamkeen](#), les travailleuses agricoles ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins essentiels et sont exclues du cadre de la sécurité sociale, dans un contexte dans lequel la crise climatique a affecté la récolte des cultures; les travailleurs journaliers sont privés de leur travail et ne sont pas en mesure d'assurer les moyens de subsistance de leurs familles.

Les réponses des gouvernements sapent le droit des femmes à des moyens de subsistance, à la nourriture, à l'eau et au logement. De nombreux gouvernements ont établi la fermeture des marchés en plein air ainsi que l'interdiction de la pêche ou de la chasse dans les communes, ce qui implique une perte des moyens de subsistance des communautés. . Au Pakistan, «les bateaux de pêche ne sont pas non plus autorisés à aller pêcher tandis que les communautés de pêcheurs dépendent totalement de la pêche, ce qui affecte le plus les femmes», comme l'a souligné PFF. Comme l'a souligné [FIAN](#), «l'accès à une nourriture adéquate a été restreint en raison de la priorité accordée aux chaînes de supermarchés au détriment des marchés locaux et aux coopératives locales pour la distribution alimentaire». Le coût de la nourriture a fortement augmenté et les conditions sont propices à la spéculation, ce qui empêche les femmes de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Aux Philippines, Samahan laisse entendre que, «après la suspension du travail et le confinement de toute l'île de Luzon, l'aide alimentaire des collectivités locales est à peine visible dans les communautés, laissant les travailleurs et leurs familles affamés et sans aucune assurance qu'une aide supplémentaire sera distribuée aux communautés de façon régulière». En outre, des expulsions forcées continuent de se produire dans le contexte de cette urgence, et le manque d'accès à des services publics de qualité crée plus de risques pour les femmes pauvres et leurs familles et encore plus pour celles qui vivent dans des quartiers informels. Comme décrit par Abahlali baseMjondolo en Afrique du Sud, malgré l'interdiction officielle des expulsions pendant le confinement, la municipalité d'eThekweni a attaqué à plusieurs reprises les habitants des



baraquements, des incidents de harcèlement sexuel et d'agression ont notamment été rapportés, les amenant à demander: «Comment allons-nous être confinés alors que nos maisons sont démolies? " En outre, et comme l'a souligné Samahan, dans de nombreux pays, «L'aggravation de la faim et l'extrême pauvreté sont accentuées par des mesures oppressives».

Des alternatives émergent des peuples autochtones, des paysans, des pêcheurs et d'autres communautés, en s'appuyant sur leurs connaissances traditionnelles et leurs réseaux de soins. Alors que les communautés de pays aussi divers que le Honduras, l'Allemagne, les Philippines, l'Autriche, le Kenya et le Guatemala sont confrontées à la faim et aux expulsions dans un contexte de restrictions gouvernementales et de gains privés, ces alternatives venant de la base - et souvent menées par des femmes - sont vitales pour la survie à court terme, mais offrent également des modèles importants capables de faire progresser les droits humains et les droits environnementaux. Par exemple, les communautés autochtones du Guatemala troquent des biens et consomment des produits locaux, comme décrit par Consejo de Pueblos Whuxtaj. Au Honduras, les communautés de Garifuna ont créé des points focaux pour les soins de santé, des protocoles de soins de santé communautaires et utilisent leurs connaissances traditionnelles pour protéger leurs communautés, comme l'a souligné l'OFRANEH.

Comme l'a souligné APWLD, «La crise actuelle est un rappel des revendications de longue date des mouvements féministes et populaires pour le développement de la justice et une occasion de réaliser l'élimination des inégalités de richesse, de pouvoir et de ressources entre les pays, entre riches et pauvres et entre hommes et femmes". Voici nos demandes immédiates et à long terme:

Demandes immédiates

- **Les femmes en première ligne de cette lutte pour la santé publique doivent être protégées** en tant que personnes les plus exposées à la pandémie, notamment celles qui servent dans le secteur des soins de santé et celles qui fournissent des soins au sein de leur domicile à des proches infectés, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, une garantie de leur accès à un équipement de protection.
- **Les femmes menacées d'expulsions forcées, dans l'économie informelle et les secteurs vulnérables, doivent être protégées de toute urgence** et leurs droits à l'alimentation, au logement et à la santé doivent être respectés. «Toutes les femmes ne peuvent pas rester confinées lorsque le logement, la nourriture, le salaire décent, la protection sociale ne sont pas des droits universellement respectés» (KHRC). **Les gouvernements devraient adopter des mesures d'indemnisation directes pour les travailleurs informels et les autres secteurs les plus touchés par la pandémie.**
- **Assurer une analyse et une approche intersectionnelles dans toutes les réponses, en prenant des mesures ciblées pour répondre aux besoins spécifiques des femmes et des**



filles, et en s'assurant qu'elles bénéficient effectivement de l'assistance «Les réponses doivent être formulées dans le but de réduire les inégalités, de redistribuer la richesse et de mettre en oeuvre les droits humains. Pour cela, le changement structurel est sans aucun doute crucial »(APWLD). **Une approche intersectionnelle doit également être adoptée dans les efforts à moyen et long terme.**

- **Assurer la disponibilité de données ventilées, y compris par sexe**, concernant les taux d'infection, les impacts économiques, le travail de soins non rémunéré, les obstacles à l'accès aux soins pour les femmes, l'incidence de la violence domestique et sexuelle contre les femmes, entre autres «Les États doivent surveiller les impacts intersectionnels des mesures prises et s'adapter en conséquence pour protéger les femmes aux identités croisées et certaines communautés contre les impacts disproportionnés» (CAOI).
- **La participation des femmes et des communautés à la prise de décisions dans l'urgence de santé publique actuelle est vitale, en particulier pour les groupes de femmes les plus touchés.** Les États doivent créer des conditions propices pour garantir leur accès à l'information et leur participation effective à l'élaboration et à la mise en oeuvre des mesures d'intervention, ainsi qu'aux processus budgétaires nationaux, en particulier lorsque des politiques budgétaires urgentes sont élaborées pour répondre à cette crise du COVID-19. **Développer une consultation directe avec les femmes leaders de la base et les organisations féministes.**
- **Adopter des mesures urgentes pour stopper la montée de la violence domestique à l'égard des femmes et des filles et des femicides qui ont lieu dans le contexte actuel, notamment en assurant la continuité des services essentiels et l'accès à la justice.** Une attention particulière doit être accordée aux contextes militarisés et aux zones rurales. Les actions pourraient inclure le renforcement de la capacité des organisations de femmes à fournir un soutien.
- **Adopter des mesures pour reconnaître, réduire et redistribuer la surcharge de travail de soins non rémunéré pour les familles et en particulier les femmes. De même, des mesures de conciliation travail-famille doivent être adoptées.**
- **Le FMI et les autres institutions financières doivent annuler toutes les dettes des pays à revenu faible et modéré.** Dans la crise actuelle, les pays les plus pauvres du monde doivent être en mesure de mobiliser le maximum de ressources disponibles pour assurer la santé et le bien-être des femmes et des autres groupes touchés.
- **La réponse et les réseaux communautaires doivent être respectés et soutenus.** Alors que les communautés autochtones, paysannes et autres développent leurs propres protocoles et stratégies pour isoler le virus, leurs initiatives doivent être renforcées tout en garantissant leur accès à des services publics de qualité.
- **Les gouvernements doivent veiller à ce que les gens soient prioritaires sur les bénéficiaires dans la crise actuelle.** Les modalités de délivrance de permis pour faire avancer les projets environnementaux doivent être stoppées jusqu'à ce que les conditions soient réunies pour obtenir un consentement libre, préalable et éclairé. Les droits des travailleurs doivent être protégés.



Demandes structurales:

- Les efforts de redressement doivent promouvoir les droits des femmes et l'égalité réelle. **Nous n'accepterons pas de régression des gains que nous avons obtenus dans nos luttes féministes pour les droits des femmes.** Dans le système économique actuel, la «normale» pour les femmes a été la discrimination, l'exploitation et la violence, en particulier pour les femmes aux identités croisées et dans l'économie informelle. Un changement transformateur doit se produire afin de surmonter les inégalités systémiques révélées par la crise de santé publique actuelle. «Il est essentiel de se concentrer non seulement sur la façon de faire face à l'urgence actuelle, mais aussi sur les lendemains et sur la manière de remettre en question et de défier les dynamiques structurelles d'oppression» (GI-ESCR).
- **Les gouvernements doivent respecter, protéger et réaliser les droits humains aux soins de santé et à la protection sociale pour toutes les femmes, y compris pour les travailleuses de soins non rémunérées et les travailleuses informelles.** «Les seuils de protection sociale et le revenu de base universel pourraient être la réponse pour les femmes dans l'économie informelle et les secteurs non couverts par la protection sociale» (UTRASD).
- **Les soins sont un besoin universel qui doit être satisfait en tant que droit.** Des systèmes universels de fourniture publique de soins doivent être créés et renforcés; les soins doivent être reconnus et équitablement répartis.
- **Les alternatives féministes doivent être placées au centre des efforts de relèvement, afin d'oeuvrer en faveur d'un changement systémique.** «C'est le moment d'examiner des politiques alternatives qui réinventent des façons audacieuses et innovantes d'organiser nos sociétés» (GI-ESCR). «Les mouvements féministes partagent déjà des visions alternatives depuis des décennies, basées sur les principes des droits humains d'égalité, de non-discrimination et de respect de la planète» (IWRAW-AP).